COUP-D'ŒIL

IMPARTIAL

SUR LA GUERRE ACTUELLE

ET

SUR L'ISSUE QU'ELLE PEUT AVOIR;

DÉCEMBRE 1794.

COUP-D'ŒIL IMPARTIAL

Sur la guerre actuelle et sur l'issue qu'elle peut avoir.

UNE guerre terrible dévaste l'Europe ; son incendie s'étend depuis les Alpes jusques sur l'Océan, & depuis la région des Bataves jusques dans celle du nouveau Monde. Ses ravages deviennent chaque jour plus menaçans ; et l'effroi des nations qui avoisinent le foyer infernal où elle a pris naissance, présage malheureusement de nouveaux désastres, par le découragement qui se répand chez elles. Les Puissances de l'Europe semblent perdre la conscience de leurs forces, depuis que la rébellion française, franchissant la barrière de leur coalition, porte à la fois dans leurs Etats, et le fléau de la dévastation, et les principes funestes qui soulèvent les peuples, contre ceux qui les gouvernent.

Malgré l'égoïsme du siècle où nous vivons, on a cessé d'être indifférent sur les progrès de

cet embrasement général. Nous ne parlons pas de l'intérêt qu'y prennent ces hommes féroces par caractère, immoraux par habitude, qui, étrangers à leur patrie, sans propriété sur ce globe, demandent la révolution française, pour assouvir le besoin qu'ils ont du meurtre & du brigandage. Ce sont des monstres que tous les Gouvernemens devroient se hâter d'étouffer, comme des ennemis hydrophobes du genre humain et de l'ordre social, dont dépend son bonheur.

Il est des ames honnêtes, qui, irréconciliables par essence avec la révolution française, & plus encore avec les rebelles qui l'ont faite, invoquent toutes les Puissances du ciel et de la terre pour les exterminer. Cette classe persuadée que la Providence ne peut manquer de seconder enfin, l'effort des Souverains, les sollicite, les presse au nom de l'humanité, en faveur de leurs propres sujets, comme pour les Français fidèles, d'armer encore plus leur bras, de le tenir encore quelque tems levé contre cette horde immense et redoutable qui en veut à leur trône. Pleins de confiance dans les moyens de triomphe qui sont au pouvoir des Souverains coalisés,

ils croyent, qu'avec le désir sincère de la victoire, ceux-ci détruiront dans peu, des régicides, qui bientôt, seront incapables de résister à leur vengeance.

D'autres moins confians, quoiqu'animés des mêmes sentimens, et presque déçus de cet espoir consolateur, croyent la subversion de l'antique monarchie Française arrêtée d'une manière irréfragable dans les décrêts suprêmes, ils ne voyent plus dans l'incompréhensible conduite des Puissances, et dans la foiblesse de leurs efforts, que des moyens négatifs, par lesquels Dieu consomme une punition terrible, dont les succès inconcevables des révolutionnaires sont les moyens positifs. Découragés, ils pensent dans l'amertume de leur ame, que les Souverains, incapables d'opérer le rétablissement du trône d'Henri IV, sont hors d'état de leur côté de continuer une guerre, qui peut-être, ne l'a jamais eu pour objet.

Il en est beaucoup, sur-tout chez les nations voisines de la France, il en est, qui, d'une part, prévenus en faveur des plans de constitution monarchique, auxquels les années 1790 et 1791, ont donné le jour, les regardent, plus ou moins, comme des *Mezzo-Termine*

entre les royalistes et les républicains, comme des expédients conciliatoires entre les Puissances et la Convention Française. Croyant d'autre part que ses ressources en hommes et en finances sont inépuisables, ils la voyent jouïr constamment dans l'avenir, d'une invincible supériorité, ils imaginent qu'on ne vaincra jamais un peuple dont la valeur s'accroit de plus en plus, en ajoutant au fanatisme de la révolution, celui des victoires ; ils se persuadent qu'on ne domptera point des armées dont les conquêtes multiplient les forces, et qui précipitant les affaires, peuvent dans chacune, opposer des troupes fraiches, à des troupes déja trop harcelées par elles, des combattans pleins d'une ardeur nouvelle, à des guerriers qui n'ont échappé à leurs ennemis, que sous le poids d'une lassitude qui les écrase.

Ces mêmes politiques ne sont pas moins frappés de ce que la Convention Française, au moyen d'un papier monnaye, qu'elle multiplie à volonté, suivant ses besoins, paroît être en état de soutenir longtems encore, une guerre qui leur semble ruineuse pour les Puissances auxquelles elle la fait. L'or, disent-ils, s'écoule du trésor des Souverains, qui ne dissi-

mulent plus leur détresse. Ce n'est qu'avec une sorte de timidité qu'ils demandent en contribution, une légère portion du bien de leurs sujets, pour tenir contre cette Convention, qui dispose arbitrairement de toutes les propriétés, et qui subvient aux fraix de la guerre, avec toutes les richesses que possède la France entière.

Mettant à part ces opinions différentes, qui posent plus, sur des conjectures que sur des faits, sur des hypothèses, que sur des réalités ; laissons le raisonnement qui égare trop souvent dans les circonstances présentes, où tout est inouï. Pour nous tirer de l'incertitude où jettent les systêmes, nous pouvons employer la voye certaine de la démonstration géométrique. Des calculs faciles, d'après des données incontestables, nous fourniront des résultats non moins sûrs. Connoissons les forces et les finances de la France, comparons les avec celle des Puissances coalisées ; et nous jugerons bientôt, par l'inégalité de leurs pertes et de leurs réparations respectives, quelle sera l'issue d'une guerre formidable, qui déconcerte en quelque sorte l'Europe.

Forces de la France.

La première donnée des forces d'un peuple, c'est la quantité de sa population. Dans le tableau suspect de cet administrateur Genevois, qui, sans doute, pour alléger illusoirement le fardeau des impositions publiques, supposoit qu'elles étoient supportées par un nombre exagéré d'individus, les habitans de la France sont portés à 24676000. Mais le jongleur Necker, déja convaincu d'avoir trompé sur les finances, ne nous paroît pas plus digne de foi dans un dénombrement démenti d'avance, par celui qui fut fait avec tant de soin, et avec la plus grande exactitude, sous le ministère et par les ordres de Mr. le Duc de Choiseuil. Or, ce dénombrement antérieur à la guerre d'Amérique, qui loin d'avoir augmenté la population, n'a pu que la diminuer par un effet nécessaire de la guerre, et d'une guerre lointaine qui a entrainé une grande émigration; ce premier dénombrement, dis-je, ne porte le nombre des habitans de la France en Europe, y compris la Corse, qu'à 22000000.

Si l'on suppose que le quart de cette totalité est en état de combat-

tre ; cette supposition exaltant les forces de la France au plus haut point, donnera en soldats, cinq millions, cinq cent mille hommes, ci. 5500000

Ajoutons à cette quantité de combattans, le nombre approximatif des étrangers, qui, depuis la révolution, sont allés en France, et y portent les armes, ainsi que les déserteurs et les prisonniers enlevés aux Puissances, cent vingt mille hommes, ci. 120000

Plus les jeunes gens, qui, depuis 1790, ont atteint l'âge de porter les armes, cinq cent mille hommes, ci. 500000

N'oublions pas ce qu'a pu fournir en soldats, l'usurpation d'Avignon, la conquête du Comté de Nice, de l'Evêché de Basle, de la Belgique, etc., estimons les au plus haut poſſible. Deux cents cinquante-cinq mille, ci. 255000

Le total seroit de six millions, trois cents, soixante et quinze mille hommes, ci. 6375000

Tel seroit le nombre des combattans Français, s'il n'en falloit pas défalquer la quantité de ceux qui ont péri dans les combats, l'immensité de prisonniers qu'on leur a fait; et si ce quart de la population que nous avons hypothétiquement appliqué au mêtier des armes, ne devoit pas encore fournir aux autres besoins de la chose publiqne. Faisons cette soustraction aussi foible qu'il se pourra, et nous aurons un apperçu non suspect, des forces de la Convention.

Individus d'un âge propre à la guerre, mais que des défauts corporels, tels que cécité, surdité, difformités quelconques, asthme, foiblesse de corps, imbecillité, paralysies, descentes, et autres maux habituels, rendent inhabiles à cette profession, en ne comptant qu'un homme sur dix, (*a*) cela donne six cents trente-sept mille cinq cents, ci. . . . 637500

(*a*) C'eſt dans cette proportion d'un ſur dix, que la milice du Canton de Berne ſe trouve réduite, eu égard à la population, pour les raiſons que nous venons d'indiquer.

Transport.	6375oo
Des 6375ooo hommes ci-dessus, le trentième au moins, a péri de mort naturelle ; ainsi, depuis 1789, c'est-à-dire en quatre ans, il en est mort huit cent cinquante mille, (*b*) ci.	850000
Le manque de médecins, de chirurgiéns, dont les uns ont émigré et les autres ont été envoyés aux armées ; l'air corrompu des prisons et des hôpitaux, moins bien soignés qu'auparavant ; les maladies épidémiques occasionnées par la disette, ou par la mauvaise qualité des vivres ; enfin, l'inquiétude, la crainte, le chagrin, ont fait périr pour le moins trois cents cinquante mille individus, ci.	350000
Comme la guerre expose les soldats à des déplacements excessivement pénibles, à de grandes fatigues, à	

(*b*) Quoique l'air de Berne soit très-salubre, & qu'on y arrive à un âge très-avancé, néanmoins le Conseil Souverain, composé de 299 membres, perd dix membres chaque année, l'une portant l'autre. La supposition que nous venons de faire n'est donc point exagérée.

Transport. 1837500

l'intempérie des saisons, à des nourritures mal-saines et souvent insuffisantes ; à des maladies épidémiques et contagieuses auxquelles les nouveaux soldats Français, élevés pour la plûpart très-délicatement dans les villes, ne peuvent résister ; il a dû périr de cette manière, ou devenir incapables de continuer le mêtier des armes, environ cinq cent mille hommes, ci. 500000

Dans les batailles, escarmouches, rencontres, sièges, où la France a toujours perdu le double des ennemis, ainsi que dans les massacres de Nismes, Marseille, Avignon, Lyon, Paris. Nous portons le nombre des morts à quatre cent mille, ci. (c) 400000

Suivant le rapport de Mr. de Mont-

(c) Barrère, dans un de ses *Rapports*, a dit que Dumouriez seul, avoit enterré dans la Flandre, cent mille hommes. Les papiers publics ne laissent pas douter qu'avant la prise des lignes de Weissenbourg, les armées Françaises n'eussent déja perdu, quatre-vingt quatre-mille hommes.

Transport. 2737500

gaillard (*d*), la Convention avoit déja perdu contre la Vendée, en Avril 1794, deux cent vingt mille hommes, ci. 220000

Depuis cette époque, jusqu'à ce jour, au moins douze mille hommes, ci. 12000

Évaluons l'armée Vendéenne, qui combat contre les soldats de la Convention, ainsi que les habitans des pays où elle séjourne, à cent mille hommes seulement, ci. 100000

Évaluation de ceux, qui ont péri des blessures qu'ils avoient reçu dans les combats: cinquante mille, ci. 50000

Déduisons ceux, qui, non morts de leurs blessures, en sont restés estropiés et hors d'état de servir dans les armées, suivant tous les calculs militaires, ils font le cinquième de la totalité des morts. Réduisons-en

(*d*) Page 35. On voit, par ces trois apperçus, combien notre calcul est à l'avantage des armées de la Convention. S'il y a de la partialité, elle est sans doute en sa faveur.

Transport. 3119500

le nombre à cent dix mille hommes, (*e*) ci. 110000

Prisonniers de guerre faits sur la France, par les armées coalisées, et qui n'ont pas encore été échangés, soixante mille hommes, ci. . . . 60000

Prisonniers faits sur les Puissances, et que la Convention a renvoyés dans leur pays, avec leurs déserteurs qui étoient venus se ranger sous ses drapeaux. Dix mille hommes, ci. 10000

Le nombre des gens émigrés et déportés de la France, du Comtat Venaissin, de l'Évéché de Basle, de la Savoye, du Comté de Nice, de la Belgique, et autres pays conquis, tant gentilshommes, que manufactu-

(*e*) Dans cette estimation, faite d'après les guerres ordinaires, nous ne comptons pas, tout ce qu'ajoutent au nombre de ceux qui meurent de leurs blessures, ou qui en restent estropiés, cette boiſſon perfide & funeſte qu'on donne aux soldats avant le combat. Elle leur procure une fièvre ardente, qui les emporte contre l'ennemi; à la suite de cette frénésie, ils tombent dans un accablement mortel. On comprend combien les suites qui en réſultent, doivent être funestes aux

s.

Transport. 3299500

riers, domestiques, paysans, etc., se monte au moins, à huit cent mille ames, dont deux cent mille en état de porter les armes (*f*). 200000

Ceux qui exercent en France des professions auxquelles les premiers besoins de la société ne permettent pas qu'on les enlève; tels que meûniers, boulangers, bouchers, mâçons, serruriers, charpentiers, cordonniers, tailleurs, chapeliers, tisserands, tâneurs, drapiers, bucherons, charbonniers, charretiers, etc.; supposant que ces diverses vocations sont au nombre de trente, et que chacune prend sur mille un homme pour maître, ou pour ouvrier, ou pour apprentif: six cents soixante mille hommes, ci. . . . 660000

Pour d'autres vocations aussi indispensables, mais qui employent

(*f*) Après avoir eſtimé plus haut ce qu'ajoutent à la population de la France ces pays conquis, il est juste de défalquer de la totalité, ceux qui en sont émigrés, ou qui en ont été déportés.

Transport. 4159500

moins d'individus, tels que médecins, chirurgiens, apothicaires, vitriers, teinturiers, corroyeurs, tuilliers, couvreurs, brasseurs, tonneliers, jardiniers, pêcheurs, ouvriers employés dans les carrières, dans les mines de houille et de fer. Un homme sur cinq cent, le nombre sera de trois cents cinquante-deux mille, ci. 352000

Prenant quatre hommes sur cent, pour les fonctions de vivandiers, palefreniers, armuriers, boulangers, maréchaux, charretiers etc., au service de 800 mille hommes de troupes en campagne, trente-deux mille hommes, ci. 32000

Pour les travaux des arsenaux, des forteresses, pour la fonte des canons, la fabrication des fusils, des pierres à fusils, des poudres, boulets, balles, bombes, gargousses, etc., pioches, pêlles, hâches, sabres, havresacs, tentes, marmites,

et

Transport. 4543500

et autres ustenciles de guerre, cent cinquante mille hommes, ci. . . 150000

La Marine, tant pour la guerre que pour le commerce, employe sur les côtes, dans les ports, en pleine mer, cent vingt mille hommes, ci. 120000

En ne supposant que quarante-quatre mille cures, une par municipalité, quoique les municipalités des grandes villes ayent plusieurs cures, et chaque cure plusieurs vicaires, quarante-quatre mille prêtres. . . 44000

Les maîres et officiers municipaux des quarante-quatre mille Communes, portés à douze dans chacune, (*a*) trois cents cinquante-deux mille, ci. 352000

Autant de personnes pour les fonctions de juges de paix, d'administrateurs, de sécrétaires, de notaires,

(*a*) De ces douze officiers municipaux, ainsi que des douze employés dans chaque municipalité, nous en avons supposé quatre sexagénaires, & les huit autres seulement en état de porter les armes; sans quoi chacune des deux snpputations auroit dû être portée à 528 mille hommes.

Transport.	5209500
receveurs des impositions, huissiers, géoliers et autres gens de police dans chaque municipalité, trois cent cinquante deux mille hommes, ci. .	352000
Gens qu'on tient éloignés des armées, comme suspects d'aristocratie, comme *ex-nobles*, prêtres constitutionnels, etc., au moins cinquante mille, ci. . . .	50000
Imprimeurs, graveurs, méchaniciens, ouvriers employés à la fabrication des outils de fer, du papier, du sel, à l'exploitation du cuivre, etc.	22000
Assassinés en secret, tués dans les châteaux, guillotinés, fusillés, foudroyés, noyés, à Paris, à Versailles, à Nismes, à Nantes, à Bordeaux, à Lyon, à Lille, à Nancy, à Cambray, à Douay, à Strasbourg, Sédan, etc., depuis le commencement de la révolution jusqu'à ce jour : cent vingt mille hommes, (*a*) ci. . . .	120000
L'Angleterre, en conquérant la Cor-	

(*a*) Dans les environs de Nantes seulement, Carrier a fait périr 30 mille personnes.

Transport. 5753500

se, a fait perdre à la France, vingt mille soldats, ci. . . . 20000

Ce sont donc cinq millions, sept cent soixante treize mille cinq cents hommes, ci. . . . 5773500

A soustraire du nombre de ceux que nous avons d'abord supposés capables de porter les armes, et que nous avons évalués à six millions trois cents soixante et quinze mille hommes, ci. . . . 6375000

Il ne peut donc rester à la France pour faire la guerre, que six cents un mille cinq cents hommes, (*a*) ci. . 601500

Mais comme il est notoire que ses armées sont bien plus nombreuses, comme elles passent pour être actuellement de 850000 hommes, on en doit conclure, qu'afin d'obtenir ce nombre, on a pris beaucoup parmi ceux qui, nécessaires dans d'autres emplois de la société, ne pouvoient leur être ravis sans lui

(*a*) On en pourroit encore retrancher 75 mille hommes qui sont employés contre la Vendée & repartis à Nantes, à Rennes, à Niort et à la Rochelle. Voyez le rapport de Mr. de Montgaillard, page 37.

nuire. On a dû préjudicier à cette harmonie d'occupations diverses, qui concourent et coïncident à la prospérité publique. On a détourné de leur travail les ouvriers des choses d'un usage indispensable et journalier, on a dépeuplé les atteliers, on a arraché les laboureurs á leur charrue. De plus, quantité de jeunes gens qu'on a enrôlés sous les drapeaux tricolores, avant qu'ils n'eussent atteint leur quinziéme année, ont par là considérablement affoibli la masse d'individus que la génération suivante offroit pour la guerre.

Telles sont en hommes les ressources de la France pour soutenir celle dans laquelle elle fait combattre presque tous les mâles, et dans laquelle elle éprouve une déperdition annuelle de soldats, peut-être décuple de celle des Puissances. La barbare audace des Généraux, qui n'hésitent point à sacrifier les hommes pour faire triompher les crimes impunis de la Convention et les leurs ; des soldats yvres de boisson et de fureur, vont au feu sans ordre, courent sans prudence à la mort, ou y sont poussés par la cavalerie qui les talonne. Voyez-les qui s'engouffrent dans des ravins profonds avec le téméraire espoir de les franchir. Ils se jettent, sans expérience de la

natation ; dans des fleuves impétueux qui les emportent.

C'est avec ce désavantage d'imprudence et de témérité que la France combat des armées dont les chefs, économes du sang de leurs soldats, ne hazardent rien d'évidemment funeste, aiment mieux renoncer aux conquêtes, se borner à de prudentes défensives, et faire sagement de savantes retraites, que de sacrifier leurs troupes à des défenses, où le succès, acheté trop chérement, ne compenseroit pas les dommages qu'ils y auroient essuyés.

Admettons pour un instant l'hypothèse bien reconnue pour fausse, que les pertes des armées françaises, sont, et seront dans la proportion des guerres ordinaires, c'est-à-dire de quarante hommes sur cent, (proportion reconnue d'après les listes dressées pendant la guerre de sept ans), nous en concluerons, que les armées de la Convention, actuellement de 850 mille hommes, seront réduites, en 1795, à 510 mille hommes. En 1796, ce dernier nombre sera réduit à 306 mille hommes.

Abaissant les pertes le plus qu'il est possible, attendu que la désertion est rare dans les armées françaises, et ne calculant les pertes

que de trente hommes sur cent, il ne restera à la fin de 1795 que 595 mille hommes, et environ 416 mille à la fin de 1796.

Transportons-nous à l'une et ensuite à l'autre de ces deux époques assez prochaines, et supposons que les Puissances de l'Europe, convaincues de la vérité démontrée, que les révolutionnaires Français en veulent à leur couronne, continueront de les combattre, en restant seulement dans les bornes d'une défensive indispensable, voyons ce qu'elles acquerront d'avantages dans cette guerre passive en quelque sorte. Voyons comment, par la nature des choses, et par une suite nécessaire des évènemens actuels, elles resteront victorieusement debout, devant des armées qui s'épuisant, sans pouvoir réparer leurs pertes, disparoîtront devant elles comme des nuages orageux, et ne laisseront d'autres souvenirs de leur existence, que les ravages qu'elles font en périssant chaque jour, de la rage dévorante des conquêtes.

POPULATION DES ÉTATS DES PUISSANCES COALISÉES.

Les États de l'Empereur, non compris sa portion de Pologne.	19,439,300
Les États de l'Empire d'Allema-	

Transport.	19,439,300
gne, non compris ceux appartenants à l'Empereur.	14,805,103
Les États de la Grande-Bretagne en Europe seulement. . .	12,001,500
Les États du Roi d'Espagne .	11,000,000
La Prusse, non compris la portion de la Pologne, et l'acquisition de Dantzig, dont le seul territoire contient plus de trois cent mille ames.	6,000,000
Les Etats du Roi de Sardaigne	3,253,135
Les États du Roi de Naples et de Sicile	6,005,396
Les États de Hollande . . .	2,759,500
Les États du Roi de Portugal	1,858,879
Le Duc de Toscane	1,250,000
Le Duc de Modène	320,000
Le Duc de Parme (*a*) . . .	300,000
Les États du Pape	2,202,000
Total . . .	81,194,813

Après avoir accordé aux Français, que le

(*a*) Ces trois Princes, étant de la maison d'Autriche, fournissent, comme tels, leurs contingens, et entrent de cette manière dans la coalition.

quart de leur population pouvoit porter les armes, voulant nous mettre à l'abri de toute exagération dans le calcul des forces des Puissances, je ne leur suppose pour soldats que le vingtième homme de la population, ou le quatre-vingtième individu de leurs États respectifs, voilà donc une masse de passé un million d'hommes propres à la guerre ; il ne faudra même en employer que la moitié, attendu que ces Puissances ont déja sur pied une quantité considérable de troupes réglées, dont la réparation et le renforcement pourront s'effectuer, sans préjudicier à la culture des terres, ni à l'industrie, ni au commerce. La population n'en souffrira point chez elles comme chez les Français, où presque tous les mâles sont envoyés contre l'ennemi. Elles ne seront pas obligées d'avoir recours à ces levées forcées qui sont aujourd'hui la ressource expirante de la nation Française. Nous savons qu'après l'avoir presqu'épuisée, la Convention craint que ce qu'il reste d'hommes à employer, ne résiste à la dernière réquisition possible, dont elle a déja un besoin très-urgent. Elle a déja reconnu que cette réquisition projettée ne pouvoit lui produire que 50,000 individus parmi ceux, qui, de l'âge de quinze à vingt-

cinq ans, ont échappés aux levées précédentes. C'est là son dernier effort; c'est là sa ressource ultérieure en hommes.

Voyons maintenant si elle a en finance, des moyens assez puissans pour supporter encore longtems le poids de la guerre, et opposons à ces moyens, ceux du même genre qui sont au pouvoir des Puissances coalisées contre elle.

Finances de la France.

Louis XVI, en montant sur le trône, trouva le royaume obéré de dettes. La guerre de l'Amérique en avoit augmenté le poids. Le déficit montoit, en 1789, à environ 56 millions. Mais la France jouissoit alors, d'une rare prospérité. Tout homme laborieux trouvoit aisément sa subsistance dans son travail. L'agriculture, l'industrie, le commerce fleurissoient dans toutes les provinces. Un numéraire immense circuloit par des milliers de canaux; et portoit la vie et l'abondance dans toutes les parties du royaume. S'il éprouvoit un embarras momentané, il avoit des ressources prodigieuses; et les moyens, de remédier à sa détresse, étoient faciles et connus. Mais au lieu de profiter de ces ressources, Necker fit accroire au Monarque, que la seule utile, la seule

praticable, la plus avantageuse de toutes, étoit la convocation des États-Généraux. Ils furent effectivement convoqués sous des auspices inquiétantes. Leurs premières opérations furent des actes contraires au vœu du Monarque qui les avoit appellés, et des peuples qui les avoient députés. Ils se constituèrent d'eux-mêmes en Assemblée Nationale; ils mirent à contribution toutes les finances; ils épuisèrent toutes les richesses de l'État, pour égarer le peuple, pour renverser les autorités légitimes, pour détruire la noblesse, le clergé et la royauté, et pour désorganiser l'ordre social. Leur but fut d'élever leur puissance sur les débris du trône, et d'établir leur fortune sur les décombres de la prospérité publique. Dès-lors, malgré les dons patriotiques exigés forcément; malgré la confiscation des biens d'église, la dette nationale s'accrut si exorbitamment, que, selon l'aveu même de Cambon, elle montoit, en Septembre 1792, à plus de huit milliards de livres tournois: et cette dette déja si énorme à cette époque, loin d'avoir diminué depuis, s'est accrue, au dire du même Cambon, (voyez Moniteur, N°. 46, 6 Sept. 1794, p. 202.) de 300 millions tous les mois. Il convient qu'en 1792 on a dépensé 1800 millions, et en 1793

deux milliards. Voilà donc une dette de plus de onze milliards.

Pour subvenir à la dépense excessive qu'exigeoit le plan du parti révolutionnaire, son sous-agent étoit venu, en 1790, lui proposer la création d'un papier-monnoye. Ce remède apparent est devenu une gangrêne publique; la facilité de se procurer, de doubler, de décupler ce genre de ressource, toutes les fois qu'il devenoit nécessaire, a fait que la masse des assignats actuellement en circulation passoit, au mois d'Octobre 1794, la somme de dix milliards, suivant l'imprudent aveu de Cambon. Il convient, dans la séance du 5 Novembre, (voy. le Monit. déja cité), il convient qu'il en reste encore en circulation pour six milliards, quatre cents millions. La disproportion de ce papier monnaye avec les richesses nationales l'a bientôt discrédité. Aucune nation étrangère ne voulut plus les recevoir en échange des marchandises, ou des denrées qu'elles pouvoient fournir à la France, qui, dès-lors, fut obligée de les payer en numéraire et presque au poids de l'or.

Pour pallier ses maux en finances, la Convention s'est servie de plusieurs moyens qu'aucun Gouvernement tyrannique n'avoit osé

imaginer dans ce siècle. Elle a fait un emprunt forcé d'un milliard sur les riches, elle a imaginé le décrêt du *Maximum*, pour forcer les agriculteurs et les fabricans, de vendre le fruit de leurs travaux au-dessous de sa valeur. Elle a confisqué toutes les propriétés que possédoient, en France, les sujets des Puissances auxquelles elle avoit impolitiquement déclaré la guerre. Elle a frustré les créanciers étrangers et nationaux des fonds considérables qu'ils avoient placés sur la tête auguste du Monarque, en l'abattant sur un échaffaud, par spéculation, autant que par férocité. Elle a démonétisé les assignats au-dessus de 100 livres, à l'éffigie de ce prince infortuné. Elle s'est emparée de tous les biens de la couronne, de tous ceux des princes du sang. On a dépouillé par ses ordres d'une manière barbare tous les habitans des pays conquis. Pour ravir aux riches leur fortune, elle les a envoyés à la mort, comme suspects d'incivisme. Elle a déporté les prêtres, ou les a fait périr, afin de n'être plus importunée par la demande du traitement, qui leur avoit été promis en indemnité des biens qu'on leur avoit enlevés. Elle a forcé les autres Français à lui céder une partie de leurs habits, de leur linge, de

leurs hardes, leurs souliers mêmes, pour vêtir ses soldats; et pour les nourrir, elle a enlevé aux habitans de la campagne, non-seulement leur récolte, mais encore presque toute leur subsistance, par l'expédient inouï de la réquisition de toutes les denrées.

De telles mesures pouvoient sans doute procurer de grands secours momentanés, mais aussi elles devoient ruiner totalement l'agriculture, l'industrie, le commerce, et par conséquent appauvrir la France.

Cet appauvrissement s'accéléroit encore par l'incroyable dilapidation que faisoient chacun en particulier, tous les agens et sous-agens du Gouvernement, par l'envoi de sommes immenses dans l'étranger, pour y corrompre les ministres et les généraux des Puissances, pour y faciliter des troubles, ou enfin pour y acheter les choses indispensables aux premiers besoins. Or, le besoin de ces choses devenant chaque jour plus urgent, comment la nation Française pourra-t'elle à l'avenir se procurer le strict nécessaire? Comment pourvoira-t'elle aux suites funestes que sa trop grande cherté occasionnera bientôt dans l'intérieur? Comment évitera-t'elle la banqueroute ruineuse dont elle est menacée, par l'excé-

dent des assignats, émis sur les ressources nationales ? Comment enfin, soutiendra-t'elle encore deux années la dépense effrayante, qu'exige la régie, la sureté, la défense intérieure et extérieure de l'Etat ?

Il ne faut pas, sans doute, être un politique transcendant, pour entrevoir son impuissance absolue, et très-prochaine, de subvenir à toutes ces dépenses. Combien au contraire sont éloignées d'un pareil exténuement, les ressources financières des Puissances coalisées? Il s'en faut bien, que leurs revenus soient absorbés, ou même altérés par les frais qu'elles ont à supporter.

Voici le tableau de leurs finances respectives.

	Ecus d'Empire.
Les Etats de l'Empereur, non compris sa portion de la Pologne, lui produisent,	59506668
Les Etats de l'Empire d'Allemagne, non compris ceux appartenants à l'Empereur, ceux des principautés de Schwartzenberg, de Reuss, Freysingen, de la ville d'Ulm, et de plusieurs autres petits Etats d'Allemagne.	42514860.

	Transport.	102021528
Les Etats de la Grande-Brétagne, en Europe seulement.		90000000
Les Etats du Roi d'Espagne.		30000000
La Prusse, non comprise la portion de la Pologne,	26000000	31000000
Pour ses mines.	5000000	
Les Etats du Roi de Sardaigne.		6000000
Les Etats du Roi de Naples et de Sicile.		8000000
Les Etats de Hollande.		20000000
Les Etats du Roi de Portugal.		18000000
Le Duché de Toscane.		3000000
Le Duché de Modène.		800000
Le Duché de Parme.		1000000
Les états du Pape.		2000000
Écus d'Empire.	Total.	311821528

Je conviens que la plûpart d'entre ces Puissances, l'Angleterre et la Hollande sur-tout, sont grévées de dettes très-considérables ; mais ces dettes n'approchent pas de la totalité de leurs revenus ; mais l'agriculture, l'industrie, et le commerce qui fleurissent chez elles, leur offrent des moyens abondans, soit dans l'augmentation des impôts, soit dans la création de quelques emprunts. Depuis qu'il est

démontré que la guerre actuelle est une insurrection meurtrière et spoliatrice, *de celui qui n'a rien*, *contre celui qui posséde*, les propriétaires, les riches, ne peuvent, sans consentir au sacrifice de leur fortune, se refuser à de nouvelles impositions sur les objets de luxe et d'agrément. Leur intérêt leur fait même un devoir, je ne dis pas seulement de prêter une partie modique de leurs biens au Souverain, armé pour leur assurer la propriété du reste, mais encore d'aller lui offrir tout ce qu'ils peuvent consacrer à la défense générale de toutes les fortunes. Elles sont enviées dans tous les pays, par cette classe, la plus nombreuse de toutes, pour laquelle les succès des Sans-Culottes Français est un encouragement au brigandage. Cette guerre étant d'ailleurs une guerre de *religion* autant que de politique, n'est-il pas permis, dans les Etats Catholiques, de lui sacrifier les trésors des temples? Et le Clergé régulier et séculier, qui possède de grandes richesses, ne doit-il pas venir aussi, d'une manière efficace et digne de lui, au secours des Souverains armés pour la cause générale ?

Après toutes ces ressources, il leur restera encore celle du papier-monnaye, qui contenu

tenu dans une juste proportion, avec la valeur des domaines de l'Etat qu'on peut leur assigner pour hypothéques, ou maintenu dans un parfait équilibre avec la masse du numéraire en circulation, conservera une valeur réelle, capable d'alléger le poids d'une guerre de deux ou trois ans.

De toutes ces considérations comparatives, il résulte d'une part que les Puissances coalisées ayant dans leurs Etats, pris ensemble, trois fois plus d'habitans que la France, et perdant beaucoup moins d'hommes qu'elle, leurs armées se recruteront, s'augmenteront même facilement, sans qu'on soit forcé de diminuer d'une manière sensible les bras nécessaires à l'agriculture, ou à l'industrie nationale. D'autre part, il résulte qu'en France, la masse des jeunes gens au-dessous de quinze ans, ainsi que celle des ouvriers nécessaires aux premiers besoins de la société, se trouvant affoiblie d'environ deux cent cinquante mille hommes, elles ne pourront presque point fournir de recrues aux armées, à moins qu'on ne veuille, en y envoyant tout ce qui reste, soit dans ces classes là, soit dans celle des agriculteurs, arrêter totalement le mouvement qui avive l'intérieur.

Tandis que les armées coalisées se soutiendront deux ou trois années, avec la facilité de se completer, et même de s'augmenter, celles de la Convention seront au contraire reduites en 1796 à 416 mille hommes, pour combattre à la fois les ennemis du dehors et ceux du dedans. Quelle insuffisance de forces pour résister à des troupes étrangères, qui, se renouvellant à volonté, se ranimeront par la perpétuité inextinguible de leur existence, et pour lutter en même temps contre cette Vendée inexterminable, qui en Avril dernier, avoit déja détruit entiérement, environ 220000 hommes, et contre laquelle 75000 hommes sont déja trop foibles (*a*).

Déduisez encore de la totalité de ses troupes, ce qu'il en faudra, pour réprimer les soulévemens populaires que la disette des vivres va faire éclater bientôt ; soulévemens auxquels le soldat même participera contre la Convention. Quelle sera donc alors la force de la France, si on l'oblige à continuer la guerre? Disons plus. Dans cette position d'affoiblissement inévitable, la question de savoir s'il

(a) Voyez le *Rappart* de Mr. de Montgaillard, déja cité, pages 35 & 36.

existera une Convention en 1796, est un problême dont la solution assurément très-facile, n'est point allarmante pour les Puissances coalisées, et doit ôter à la Convention l'espoir de son immortalité.

Ses finances sont anéanties, le trésor public est épuisé, presque tout le numéraire est enfouï dans la terre, ou envoyé dans les pays étrangers, les biens nationaux sont à peu-près absorbés, les fortunes particulières détruites ne peuvent plus contribuer à la fortune publique; les assignats perdent chaque jour de leur valeur, sur-tout chez l'étranger, de qui l'on est forcé de tirer à grand prix les choses de première nécessité (*a*). Les bras manquent dans les campagnes et dans les atteliers, par qui seulement le trésor national pourroit se restaurer. Les dépenses vont en s'augmentant. Qui peut ne pas prévoir qu'avant deux ans, la France appauvrie, réduite à manquer de tout, n'aura plus de finances, ce

---

(*a*) Cambon dans le N°. du Moniteur, déja cité, se recriant contre la loi du *Maximum*, ruineuse pour le gouvernement, dit: ,, *On nous force d'acheter en écus des denrées qui reviennent, je suppose, à 21 livres le quintal, & que l'on onne à 14 livres. Voilà donc sept li- de perte pour l'Etat.* Ainsi du reste.

nerf de la guerre, sans laquelle elle devient impossible à soutenir ?

D'autre part, les Puissances ne dispersant pas leur or, dans des pays étrangers, pour en tirer des vivres, puisqu'elles en ont surabondamment dans leurs Etats, et se trouvant réunies, ne supportent, chacune en particulier, qu'une partie des fraix d'une guerre commune, tandis que la France est seule contre toutes. Elles ont en outre, comme nous l'avons déja remarqué, la ressource des nouveaux impôts, des contributions volontaires, des trésors des temples, des richesses du clergé, et la création d'un papier-monnoye (*).

Il est donc plus que démontré, que, malgré les progrès étonnans des armées de la Convention, les Puissances, avec un peu de constance, lui imposeront bientôt telle loi qu'il leur plaira. Dans le bon ordre, dans la tranquillité prospère, que leurs succès au-dehors assureront au-dedans de leurs États, elles au-

(*) L'Angleterre en particulier ne vient-elle pas d'acquérir une augmentation de moyens par la conquête des isles occidentales, récemment prises à la France, par celle de Pondichery et de son territoire, par l'accroissement de son commerce et de son industrie ?

ront un dédommagement inappréciable des fraix d'une guerre prolongée, dont la cessation subite pronostiqueroit, entraîneroit même celle de leur autorité, et la fin de leur règne.

Ou ces réflexions frappantes leur sont inconnues, ou bien il est faux qu'elles songent à faire la paix avec la Convention. L'avantage qu'on leur indique dans un traité de cette nature n'est qu'une illusion perfide, qui, lors même qu'elle ne les conduiroit pas à leur perte, n'équivaudroit point à celui d'un triomphe complet sur la dernière des têtes de l'hydre du propagandisme, que leurs armées écraseroient dans peu. Avec qui donc ces Puissances, qu'on dit si envieuses de la paix, veulent-elles en traiter? Est-ce avec les armées de la Convention? Non, ce seroit leur proposer de renoncer à leur existence.

Seroit-ce donc avec la Convention que les Puissances voudroient échanger l'olivier de la paix? Mais elle a décrété qu'elle s'y refuseroit tant que la guerre qu'elle avoit déclarée à tous les Rois, n'auroit pas renversé leurs trônes. N'est-il pas à craindre encore, que malgré les traités, s'ils sont possibles, elle ne continue de marcher à son but, avec les intrigues et la séduction du propagandisme?

Puissances de l'Europe, prenez-y garde! a Convention, par l'impulsion funeste qu'elle ı donné à l'esprit du peuple de tous les pays, ıe peut plus empêcher sa menace, d'avoir son ɛffet. L'insurrection se propagera, si elle n'est étouffée dans son principe vital. Elle fera que .e parti qui aura traité aujourd'hui avec vous, ɜera renversé demain par une faction nouvelle, qui, sans doute, ne tiendra pas les engagemens de celle qui l'aura précédée. Le modérantisme, qui succède à la tyrannie de Roberspierre, tiendra-t-il mieux qu'elle? Son ·ègne, timide et chancellant, sera-t-il plus durable que celui du féroce dictateur qui vient le périr? Triomphera-t-il du Jacobinisme, dont a rage, actuellement double les forces, en raiɔn de ce qu'on veut lui faire perdre de son ɔouvoir? Chaque coup qu'on lui porte fait oulever d'autant plus un front audacieux qui onne le signal de l'insurrection. Le régime mide qui s'amuse, à des formes de modéıtion, contre celui qui cherche les moyens et ɔccasion d'en égorger les partisans, n'en deendra-t-il pas infailliblement bientôt la vicme? (*)

(*) Voy. les Journaux du 12 Novemb. 1794.

Mais si l'expérience de ce qui s'est passé, vous apprend à voir dans l'avenir, des gens prochainement infidèles à leurs promesses en ceux avec qui vous traiteriez aujourd'hui, si cette prévoyance décourageante ne retient pas votre main trop pressée de signer la paix; écoutez la voix de l'honneur et de la raison qui vous crient ensemble: Où seroit votre moralité d'oser traiter avec des monstres encore fumans du sang de leur Roi, du sang de la fille de Marie-Thérèse qu'ils ont égorgés? Celui de la plus vertueuse des princesses demande encore vengeance contre eux. Vous traiteriez avec des Cannibales qui ont profondément ensanglanté le sol entier de la France; avec des hommes, l'opprobre de l'humanité, qui ont inventé de nouveaux crimes, parce qu'il ne leur suffisoit pas d'avoir commis tous les crimes connus! Où seroit votre sagesse de traiter avec des rebelles aussi immoraux, aussi coupables? Vos peuples, après vous avoir égorgés, pourroient donc encore espérer, je ne dis pas simplement d'être pardonnés, mais encore de traiter d'*égal* à égal, avec les têtes couronnées qui vous survivroient? Où placeriez-vous votre confiance? Ceux avec qui vous signeriez une convention de paix, n'ont-ils

pas déja prouvé que rien n'étoit sacré pour eux, qu'ils fouloient aux pieds les paroles les plus saintes, les choses les plus respectables? Ils font gloire d'être sans religion et sans mœurs; l'athéïsme est leur doctrine, leur liberté n'est qu'un mot palliatif de la licence à laquelle ils se livrent; le républicanisme n'est chez eux qu'un titre profané qui sert à justifier leur rebellion et ses atrocités, par la haîne des Rois et des royalistes. La règle de leur conduite, ce sont leurs passions, c'est l'intérêt instantané du crime qu'ils commettent, ou de celui qu'ils méditent. Cent fois déja cet intérêt monstrueux leur a fait violer le droit des gens, non seulement envers les Monarques étrangers, mais encore envers les Républiques voisines, strictes observatrices de la neutralité. La paix! Non, non, ce n'est pas un traité avec eux qui vous la donnera; la continuation de la guerre pourra seule vous procurer une paix honorable et solide. Il faut terrasser la tyrannie de ces régicides, ennemis de tout gouvernement, ou bien il faut se résoudre à devenir leur victime. C'est dans son foyer infernal, c'est dans la France même, qu'il faut aller éteindre le principe de ce feu de la sédition, qui chaque jour aggrandit ses ravages,

et menace tout ce qu'il n'a pas encore atteint. Vous voilà placés dans l'alternative, ou de le laisser librement embrâser le globe entier, ou d'opposer à sa flamme quelques efforts capables de l'étouffer entiérement. La guerre d'une part, la guerre, qui, dans moins de deux ans, détruira radicalement le propagandisme dévastateur et sanguinaire; de l'autre, la paix la plus honteuse, et avec elle les encouragemens, les facilités qu'elle va donner aux rebelles pour vous découronner. Qu'allez-vous opter? De votre choix dépendent la perte, ou la conservation de votre empire, le bouleversement, ou le maintien de l'ordre social dans toute l'Europe. Vous allez décider de votre gloire et de votre sort, du malheur, ou de la prospérité des peuples.

NOTE.

J'AI indiqué comme l'un des motifs qui doivent déterminer les Puissances coalisées à continuer la guerre, l'épuisement des finances de la république Française, et tous les détails que je reçois, justifient cette opinion. On m'apprend, par exemple, que diverses contrées de l'Allemagne ont une si grande abondance de vivres, qu'on s'y plaint du trop bon marché des denrées de première necessité. En Saxe, onze livres de pain coutent treize creutzers, et la viande y est encore à un plus bas prix. Il en est de même dans la Bavière, et dans plusieurs autres contrées; d'où il résulte que l'Empereur et les autres Princes de l'Empire, ne seront pas forcés, comme la France, à se ruiner pour sustenter leurs troupes.

Et comment la république supportera-t-elle ces fraix incalculables? D'après les recherches faites par divers Ministres des finances de ce royaume, il est évident qu'il n'y avoit qu'environ deux milliards de numéraire en circulation; je l'ai dit, la Convention a arraché aux riches environ un milliard par l'emprunt

forcé ; l'autre milliard a été ou enfoui, ou exporté. Presque tout ce qui a été secrettement déposé dans le sein de la terre, doit être regardé comme perdu. Plusieurs de ceux qui ont enfoui ces richesses, ont été ou surpris par la mort, ou tués dans les batailles, ou guillotinés. D'ailleurs, l'énorme envoi de lingots que la Convention a fait passer par la Suisse, pour les causes dont j'ai parlé, démontrent évidemment, que le milliard extorqué par la force, doit être bientôt épuisé. Où trouvera-t-elle donc désormais de l'argent pour continuer à tirer de l'étranger les choses dont elle a besoin? Loin de diminuer, ce besoin impérieux augmente de mois en mois, et il exige toujours d'autant plus d'argent, que les pays voisins ne peuvent plus y pourvoir, et qu'il faut chercher des ressources plus loin.

On m'objectera peut-être que les contributions, imposées aux pays conquis, ont procuré des sommes suffisantes à la Convention. Je le nie : 1°. parce que les personnes riches de ces pays, attentives à leurs intérêts, ont prévu l'orage de longue main, et envoyé ou emporté leur argent et leur vaisselle : 2°. que les autres ont caché leurs richesses le mieux qu'ils ont pu, et que la plupart des marchandises

ayant été pillées, soit par les généraux, officiers et soldats, soit par les commissaires de la Convention, elle n'a pu en retirer qu'un profit très-modique: 3°. la Flandre, par exemple, a été imposée à soixante millions, et suivant les papiers publics, elle n'a pu fournir qu'environ dix millions. Il en est arrivé de même, à proportion, dans les autres pays moins riches que la Flandre. Je conclus de là que les conquêtes de ces pays, que la France, sans doute, ne pourra pas garder longtems, ont plus coûté à la Convention qu'elle n'a pu en tirer. L'unique avantage qui en ait résulté pour elle, est d'y avoir trouvé des chevaux et des vivres, dont elle avoit un besoin pressant. Enfin, l'on a trop exagéré l'importance de ces ressources, qui, d'ailleurs, sont déja épuisées. Il y a longtems que le comtat Vénaisin, Nice, l'évêché de Bâle, la Belgique ne peuvent plus fournir ni hommes, ni vivres. Le long séjour qu'y ont fait les armées coalisées, n'a pas contribué à y ménager ces objets, et les contrées voisines n'ont pas été plus épargnées à ces égards.

J'en reviens donc toujours à mon principe; *point de paix avec la Convention.* L'acte de cette paix seroit la sentence de mort de tous

les gouvernemens qui la signeroient, dit M. le Comte de Montgaillard. La Convention la désire pour la donner à la France, et pour l'ôter à l'Europe. Et avec qui la feroit-on cette paix? Aujourd'hui souveraine, peut-être la Convention ne sera plus rien demain; et tous ceux avec qui on pourroit contracter, n'offrent ni garants solides, ni bonne foi, ni sureté.

Il importe d'autant plus de continuer la guerre que l'armée Française, elle-même, méprise la Convention. Celle-ci lui a persuadé que le projet des puissances coalisées est de démembrer la France. Les Puissances l'ont comme annoncé elles-mêmes par quelques démarches. Mais ce n'est pas là le grand objet de cette joûte sanglante: il s'agit, non de conquérir, mais de conserver ses États. La cause de la maison de Bourbon est devenue celle de toutes les têtes couronnées. C'est à ce centre qu'il faut rapporter tous ses efforts; et je crois avoir prouvé clairement qu'ils ne sont pas si difficiles à faire.

ANT
1319883